

ACTUALITE

Hydrocarbures et Proche-Orient :

Potentiel, espoirs, tensions et illusions

Avec les importantes découvertes de gaz naturel en **Méditerranée orientale**, notamment au large d'**Israël**, et l'émergence d'une nouvelle province gazière, le potentiel énergétique du **Proche-Orient** a été significativement revu à la hausse et il est très probable que plusieurs autres découvertes seront réalisées à l'avenir grâce à l'intensification de l'exploration dans cette zone clé. Par contre, en **Syrie**, la production pétrolière aurait baissé de près de 60% depuis le début du conflit en mars 2011 pour s'établir à **150 000 barils par jour** environ à l'automne 2012, selon les dernières estimations de l'**Energy Information Administration (EIA)**, une agence du **département de l'Energie des Etats-Unis** [voir nos informations page 14 et notre dossier spécial sur le Proche-Orient à partir de la page 6. Par Proche-Orient, nous entendons ici pour l'essentiel la Syrie, le Liban, la Jordanie, Israël et la Palestine sans exclure la Turquie et Chypre qui contrôlent une partie de la Méditerranée orientale]. Certes, la Syrie n'était pas un producteur et un exportateur de brut majeur mais la chute de sa production contribue à maintenir sous pression les prix du pétrole sur les marchés internationaux dans une période où quelques autres pays arabes, tels que l'**Egypte** et le **Yémen**, font face à de sérieuses difficultés en matière de production et d'exportations pétrolières et/ou gazières. Le 27 février, le prix du **Brent** de la mer du Nord pour le contrat d'avril sur **ICE Futures** à Londres a clôturé à **\$111,87 par baril**.

Si la chute de la production et des exportations syriennes est spectaculaire, d'autres évolutions méritent l'attention, en particulier la prise de contrôle de champs pétroliers par les forces de l'opposition au régime du président Bachar al-Assad dans les régions de **Deir ez-Zor** et de **Hassakeh**. Les informations de plus en plus insistantes sur les exportations illégales de produits pétroliers du **Liban** vers la Syrie suscitent une vive polémique à Beyrouth alors que le pays traverse, même si ce n'est pas nouveau, une pénurie de produits pétroliers et d'électricité. La Syrie continue de son côté à négocier avec l'**Iran** et l'**Irak** sur un projet de gazoduc dit de l'Amitié qui permettrait à Bagdad et à Damas d'importer du gaz iranien. Ce futur gazoduc pourrait être prolongé ultérieurement vers la **Jordanie** et le Liban et l'Iran évoque à terme des exportations de gaz vers l'Europe, ce qui supposerait au préalable la levée des sanctions contre Téhéran puisque celles-ci prohibent l'importation de pétrole, de produits raffinés, de gaz et de produits pétrochimiques iraniens (voir page 47).

Le Liban pourrait importer du gaz de l'Iran mais le pays est pour l'instant mobilisé autour de la préparation de son **premier appel d'offres pour l'exploration en mer**. Le ministre de l'Energie et de l'Eau, M. Gebran Bassil, estime que des contrats d'exploration pourraient être conclus en février 2014. M. Bassil n'a pas lésiné en matière de lyrisme en déclarant récemment que *"le Liban se dirige vers une ère de prospérité et surmontera tous les défis (...) Le rêve est devenu réalité"*. Faisant référence à des pratiques très répandues et qui ont souvent compliqué et retardé des projets énergétiques et autres, le ministre n'a pas hésité à affirmer que le Liban s'était *"défait de son habit de corruption"* pour réaliser ses plans dans le secteur des hydrocarbures et *"nous espérons que les autres secteurs suivront ultérieurement"*.

Au-delà de l'exagération qui caractérise nombre de déclarations émanant de responsables politiques, et pas seulement dans cette partie du monde, de tels propos sont quelque peu inquiétants. La littérature économique comprend de nombreux développements sur la "*malédiction des ressources*", même si cette expression est très discutable, et les dirigeants d'un pays qui pourrait devenir producteur devraient au minimum se montrer beaucoup plus prudents face à l'impact potentiel de cette éventualité sur l'économie nationale, sur la société et sur le système politique. Pas plus que l'argent, les hydrocarbures ne font le bonheur, bien sûr, mais, de façon plus concrète, on sait très bien - ou on devrait savoir - qu'il n'y a pas une forte corrélation entre la possession de réserves pétrolières et gazières et de bonnes performances économiques, bien au contraire. Dans un pays comme le Liban, qui connaît de longue date de sérieux problèmes de gouvernance pour le dire de façon très pudique, un avenir gazier et/ou pétrolier ne serait pas automatiquement une bonne nouvelle. A tout le moins, on pourrait souhaiter que le gouvernement libanais soit très conscient des risques encourus car on ne peut prévenir ou gérer des problèmes si on ne les prend pas en compte avant qu'ils ne se concrétisent.

Outre la confusion entre ressources énergétiques et prospérité économique, M. Bassil va très vite en besogne. Avant de dire que le rêve est devenu réalité, encore faudrait-il que des découvertes aient été réalisées. Pour l'instant, le Liban a engagé, non sans difficultés d'ailleurs, le processus conduisant à l'organisation d'un appel d'offres, ce qui est une avancée, mais aucun contrat n'a été signé, aucun puits n'a été foré et aucun baril de pétrole ou mètre cube de gaz n'a été produit. Certes, les résultats des études sismiques sont fort intéressants et laissent penser qu'il y a un réel potentiel gazier en mer ; la possibilité de découvertes d'hydrocarbures liquides est significative ; et le Liban entend aussi regarder de près son potentiel à terre avec le lancement par **Spectrum** d'un premier relevé sismique onshore. Tout ceci ne garantit pourtant pas des découvertes commerciales, même si celles-ci sont probables, et il convient d'attendre les résultats des futurs forages. Le ministre de l'Energie essaie manifestement de vendre - cher - la peau de l'ours avant de l'avoir tué.

Au moment de la publication de ce numéro, plusieurs étapes clés restaient à concrétiser, ce qui devrait là aussi inciter à plus de prudence. On ne connaît pas encore la liste des blocs qui seront offerts pas plus que les termes des contrats d'exploration et de partage de production ; il n'y a pas non plus de fonds souverain libanais ; et on attend la création de la future compagnie pétrolière nationale, la **Lebanese Oil Company**. Ces sujets ne sont pas des détails. Les enjeux sont énormes et, en fonction des décisions qui seront prises sur ces points clés, y compris en matière de nomination des personnes qui seront portées à la tête de ces instances, les résultats pour le pays pourraient être très différents.

Au milieu de tous ces espoirs et de ces illusions, l'attribution par Israël à une firme américaine d'un premier permis d'exploration sur le plateau du **Golan**, que ce pays occupe depuis 1967 et qu'il a annexé en 1981, constitue un nouveau facteur de tension dont cette région n'avait vraiment pas besoin. La présence vérifiée de gaz en Méditerranée orientale a déjà avivé des plaies ouvertes entre Israël et le Liban et entre la Turquie et la République de **Chypre**. En attendant une éventuelle prospérité économique, les perspectives énergétiques de la région pourraient très rapidement faire résonner des bruits de bottes, voire les tambours de la guerre.